

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 030457 – AMR 13/011/2003

Action complémentaire sur l'AU 53/03 (AMR 13/002/2003 du 21 février 2003) et suivante (AMR 13/005/2003 du 16 avril 2003)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

ARGENTINE

Clara Britos (f)  
son mari et ses quatre enfants

---

Londres, le 14 juillet 2003

Le 13 juillet dernier, on a essayé de brûler la maison de Clara Britos, alors que celle-ci et sa famille dormaient à l'intérieur. C'est l'attaque la plus récente et la plus grave d'une longue série qu'a subie Clara Britos, propriétaire et directrice du mensuel *La Tapa*, publié dans la ville de Guernica, dans la province de Buenos Aires. Cette femme et ses proches sont la cible de menaces persistantes en raison de son activité de journaliste.

Le 13 juillet, peu après minuit, la famille a entendu un bruit à l'extérieur de la maison. Plus tard, vers trois heures du matin, Carla Britos, son mari et leurs quatre enfants, âgés de seize, quatorze, treize et huit ans, ont été réveillés par de la fumée dans leurs chambres. Leur maison est construite en bois, et le plancher en aggloméré à l'arrière du logis était en train de brûler. Ils ont réussi à éteindre l'incendie et ont alerté les policiers qui se trouvaient à 20 mètres devant leur domicile.

Clara Britos est convaincue que cette attaque, comme les précédentes, est la conséquence d'articles qu'elle a écrits à propos de la mort de Darío Santillán et Maximiliano Kosteki, deux *piqueteros* [membres de mouvements de chômeurs qui manifestent en bloquant les routes] qui ont été tués, semble-t-il, par la police lors d'une manifestation qui s'est déroulée le 26 juin 2002. Elle avait récemment publié un article dont la date coïncidait avec l'anniversaire de la mort de ces deux hommes. Il était également prévu qu'elle participe à une émission de radio dans la journée du 13 juillet pour parler de ces deux homicides et de leur répercussions politiques, mais l'interview avait finalement eu lieu la veille par téléphone.

Malgré plusieurs plaintes déposées auprès des autorités judiciaires et des services de police au sujet des menaces et des attaques dont elle a fait l'objet, Clara Britos n'a reçu aucune information à propos de l'avancée des investigations.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- faites part de votre préoccupation quant à la tentative d'assassinat dont Clara Britos et ses proches ont été la cible ;
- demandez instamment que cet événement et toutes les plaintes déposées par Clara Britos auprès des autorités judiciaires et des services de police donnent lieu dans les meilleurs délais à l'ouverture d'une enquête approfondie et indépendante, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- cherchez à obtenir l'assurance que les autorités prendront toutes les mesures qui s'imposent pour protéger Clara Britos et sa famille, et que cette femme pourra exercer son activité légitime de journaliste en Argentine sans être menacée ni harcelée ;
- exhortez les autorités argentines à informer Clara Britos des progrès réalisés dans le cadre des investigations en cours, ainsi que des suites qu'elles ont l'intention de donner à la dernière attaque dont cette femme a fait l'objet.

## APPELS À :

### Gouverneur de la province de Buenos Aires :

Sr. Gobernador de la Provincia de Buenos Aires  
Ing. Felipe Carlos Solá  
Casa de Gobierno  
Calle 6 entre 51/53, 1900 La Plata  
Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Télégrammes** : Gobernador Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Fax** : +54 221 429 4189

**Formule d'appel** : *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

### Ministre de la Justice et de la Sécurité de la province de Buenos Aires :

Sr. Ministro de Justicia y Seguridad de la Provincia de Buenos Aires  
Dr Juan Pablo Cafiero  
Calle 2 entre 51/53, 1900 La Plata  
Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Télégrammes** : Ministro Justicia y Seguridad, Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Fax** : +54 221 429 3187 / 3188 (Si un correspondant vous répond, dites : « *Fax, por favor* » pour obtenir la ligne de fax.)

**Formule d'appel** : *Sr. Ministro*, / Monsieur le Ministre,

### Sous-secrétaire aux droits humains :

Sra. Subsecretaria de Derechos Humanos  
Dra. Alicia Oliveira  
Ministerio de Justicia y Derechos Humanos  
Sarmiento 329  
1041 Buenos Aires, Argentine

**Télégrammes** : Sous-secrétaire aux droits humains, Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Fax** : +54 11 4 819 73 24 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Si un correspondant vous répond, dites : « *Fax, por favor*. »)

**Formule d'appel** : *Sra Subsecreteria de Derechos Humanos*, / Madame la Sous-Secrétaire,

## COPIES À :

### Secrétaire aux droits humains de la province de Buenos Aires :

Sr. Secretario de Derechos humanos de la Provincia de Buenos Aires  
Lic. Jorge Taina  
Secretaría de Derechos Humanos  
Calle 53 No. 653  
1900 La Plata  
Provincia de Buenos Aires, Argentine

**Fax** : +54 221 489 39 60 / 63 (Si un correspondant vous répond, dites « *Fax, por favor* »)

### Association de défense du journalisme indépendant :

Asociación para la Defensa del Periodismo Independiente –  
PERIODISTAS  
Piedras 1675 Oficina B  
Secretaría de Derechos  
1140 Buenos Aires, Argentine  
**Fax** : +54 11 4300 6149

### Journal :

*Clarín*  
Tacuarí 1840  
1139 Buenos Aires, Argentine  
**Fax** : +54 11 4309 7200

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

### **PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRES LE 25 AOÛT 2003, VERIFIEZ AUPRES DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*